

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

OBJET

CONSEIL STRATEGIQUE ET GESTION DES ACHATS D'ESPACES HORS LIGNE ET EN LIGNE POUR LE MUSEE
NATIONAL DE LA MARINE

Accord-cadre n°25MCOM24

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)

Pouvoir adjudicateur :

Le Musée national de la Marine

Établissement public à caractère administratif régi par les dispositions des articles R3413-35 à
R3413-61 du code de la Défense

17 place du Trocadéro et du 11 novembre, 75116 Paris – France

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur Thierry GAUSSERON, directeur

(Décret du Président de la République en date du 5 décembre 2023 portant nomination du
directeur du Musée national de la Marine)

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-46 du code de la
commande publique :

L'Agent comptable du Musée national de la Marine

Ordonnateur délégué :

Le Directeur du Musée national de la Marine

Comptable public assignataire des paiements :

L'Agent comptable du Musée national de la Marine

Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 du code de la commande
publique.

Article 1.1 : Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet le conseil, l'accompagnement, la conception de plans médias, la négociation et l'achat d'espaces publicitaires hors ligne et en ligne pour les campagnes événementielles et/ou institutionnelles du musée national de la Marine.

Les prestations attendues sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

Article 1.2 : Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.

Article 1.3 : Allotissement

En application de l'article L.2113-10 du code de la commande publique, le présent accord-cadre est passé en **deux lots juridiques distincts**, à savoir :

<i>Numéro du lot</i>	<i>Intitulé du lot</i>
1	Conseil stratégique et gestion des achats d'espaces hors ligne
2	Conseil en communication digitale, achat d'espaces en ligne, référencement et accompagnement dans la production de contenus digitaux

Le présent CCAP est commun aux deux lots.

Article 1.4 : Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG/PI, dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire et le pouvoir adjudicateur désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et notifie cette désignation au pouvoir adjudicateur ou au titulaire. En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires du présent accord-cadre sont seules habilitées à les engager. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Article 1.5 : Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- remise contre récépissé daté ;
- échanges dématérialisés (courriel avec accusé de réception) ;
- lettre recommandée avec accusé de réception postal.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire ou, à défaut, à son siège social.

Article 1.6 : Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en

concurrence préalables. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

Article 1.7 : Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir à sa charge ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire durant la phase d'exécution de l'accord-cadre s'effectue en français. A ce titre, l'ensemble des intervenants du titulaire devra posséder une parfaite maîtrise et compréhension de la langue française. Le pouvoir adjudicateur pourra demander le remplacement, à tout moment et sans surcoût, de tout intervenant dont la maîtrise de la langue française est insuffisante et problématique pour la bonne exécution des prestations ou, à défaut, l'intervention d'un traducteur aux frais exclusifs du titulaire.

Article 1.8 : Clause d'exclusivité

Le présent accord-cadre est conclu à titre exclusif. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, le cas échéant, de recourir à une autre entreprise pour l'exécution d'une ou plusieurs prestations, objet du présent accord-cadre, en cas de défaillance du titulaire dans l'exécution d'une ou plusieurs obligations contractuelles.

Article 1.9 : Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG/PI.

Le titulaire s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution de l'accord-cadre, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG/PI, les évolutions législatives ou réglementaires en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du présent accord-cadre sont applicables de plein droit entre les parties sans qu'il soit besoin d'avenant.

Article 1.10 : Protection de l'environnement

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG/PI.

Le titulaire s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution de l'accord-cadre, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG/PI, les évolutions législatives ou réglementaires en matière de protection de l'environnement en cours d'exécution du présent accord-cadre sont applicables de plein droit entre les parties sans qu'il ne soit besoin d'avenant.

ARTICLE 2 – LISTE DES PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 1er du CCAG/PI, le présent CCAP ne comportera pas de liste récapitulative des articles du CCAG/PI auxquels il est dérogé.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces contractuelles, dont seuls les documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi, et leur ordre de priorité sont les suivants :

- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ci-dessous pour chaque lot :

- annexe n°1 : bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- annexe n°2 : RIB/TIP
- annexe n°3 : le ou les actes spéciaux de sous-traitance (le cas échéant),
- annexe n°4 : réponse du titulaire à une demande de précisions ou de compléments sur la teneur de son offre (le cas échéant),
- annexe n°5 : mise au point (le cas échéant),

- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux deux lots,

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun aux deux lots,

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n° 0078 du 1er avril 2021), consultable sur le site internet de Légifrance ;

- le mémoire technique des titulaires ;

- les bons de commande.

L'accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Les compléments ou les modifications doivent être constatés par voie d'avenant dûment signé par les représentants habilités de chaque partie, à défaut de quoi, ce sont les pièces initiales qui feront foi.

En cas de contradiction entre les clauses de ces différents documents, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. En cas de contradiction entre les stipulations du CCAP et/ou du CCTP, et leurs annexes, et les stipulations contenues dans la proposition du titulaire, ces dernières seront réputées nulles et non écrites.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution des prestations. En cas d'infraction aux instructions, lois, règlements, etc., le titulaire en supportera seul les conséquences, notamment les pénalités, amendes et/ou dommages-intérêts éventuels, et s'engage en tant que de besoin à en relever indemne le pouvoir adjudicateur pour le cas où de telles sanctions ou condamnations lui seraient appliquées ou prononcées à son encontre.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix. Le titulaire doit se tenir informé de l'évolution de la législation et de la réglementation ainsi que de l'homologation des normes.

Cession de créance - Nantissement - Pièces à délivrer au titulaire :

Il ne sera pas délivré, par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/PI, d'exemplaire unique ou de certificat de cessibilité pour cession de créance ou nantissement, lors de la notification de l'accord-cadre au titulaire.

ARTICLE 3 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 à L.2193-4 et L.2193-1 à L.2193-22 du code de la commande publique.

Pour la mise en œuvre de la sous-traitance, le titulaire devra obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant, conformément à la réglementation en vigueur. Pour

cela, il lui remettra, complété et signé par lui-même et le sous-traitant concerné, l'acte spécial de sous-traitance, en y joignant les pièces dont la liste sera communiquée par le pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où la demande d'acceptation du sous-traitant est présentée en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produira également l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité délivré, le cas échéant, à la demande du titulaire ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'un ou l'autre aura été effectué.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct. Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de huit (8) jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au pouvoir adjudicateur empêche l'exécution des prestations par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article 14 ci-dessous, résiliation du présent accord-cadre.

Les sous-traitants ne peuvent intervenir qu'après signature et notification par le pouvoir adjudicateur de l'acte spécial de sous-traitance. Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre.

ARTICLE 4 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE – DELAIS D'EXECUTION – PENALITES - REFACTIONS

Article 4.1 : Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de (1) an à compter du 1^{er} mars 2026.

Il pourra être reconduit deux (3) fois par période d'un (1) an sans que la durée totale de l'accord-cadre n'excède quatre (4) ans. A défaut de décision expresse de non-reconduction au plus tard un (1) mois avant l'expiration de l'accord-cadre, la reconduction est tacite. Le titulaire ne pourra pas refuser cette (ces) reconduction(s).

La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours, quelles que soient les raisons ayant motivé la non-reconduction.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Cependant, leur exécution peut se poursuivre jusqu'à trois (3) mois au plus tard après la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Article 4.2 : Délais d'exécution des prestations

Le délai d'exécution de chaque bon de commande est fixé par ledit bon de commande.

En cas de dénonciation et de même, à l'échéance normale du terme contractuel de l'accord-cadre, le titulaire conserve la responsabilité de l'exécution des bons de commande notifiés au cours de la période de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Tout bon de commande notifié pendant la période de validité de l'accord-cadre doit être exécuté jusqu'à son terme et, le cas échéant, au-delà de la période de validité de l'accord-cadre.

Article 4.3 : Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/PI, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel (fait du pouvoir adjudicateur ou événement de force majeure). Pour pouvoir bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution, le titulaire doit signaler par courriel, dans un délai de 24 heures à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues, les causes faisant obstacle à l'exécution de la ou des prestations.

Article 4.4 : Pénalités

Les pénalités et leur taux sont ceux fixés ci-dessous. Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée (instruction du 25 janvier 2006 de la Direction Générale des Impôts, BOI 3 b-1-06). Les pénalités sont calculées sur le montant hors taxe de la prestation.

Si le retard dans la fourniture et/ou l'exécution des prestations était imputable au musée national de la Marine ou à un cas de force majeure, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent article ont uniquement un caractère moratoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dont la non-réalisation donne lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Si le pouvoir adjudicateur demande l'application des pénalités décrites ci-dessous et que le titulaire les conteste, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies.

Le titulaire subira sur ses créances, des pénalités forfaitaires dont le montant est fixé à :

DEFAUTS/RETARDS CONSTATES	PENALITES
Pénalités de retard	Pénalités journalières Application de l'article 14.1 du CCAG/PI
Pénalités d'indisponibilité En cas d'absence non motivée à une interview, visite presse, conférence de presse, voyage de presse, tournage auxquels le titulaire est nécessairement présent	200€ par absence constatée, sans mise en demeure préalable, ni autre formalité.

Pénalités pour non remise de supports En cas de non remises de supports ayant servi à réaliser les prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur et en fin d'accord-cadre, y compris en cas de sa résiliation.	100 € par jour de retard constaté, sans mise en demeure préalable, ni autre formalité.
Travail dissimulé : Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il en informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur. En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.	10% du montant HT de l'accord-cadre
Sous-traitance non déclarée	500 € par manquement constaté
Attestations d'assurances	30 € par jour de retard
Attestations sociales	30 € par jour de retard
RGPD	500 € par manquement constaté

Article 4.5 : Modalités de recouvrement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités lorsque le montant total de ces dernières ne dépasse pas 1000 €. Les pénalités se cumulent entre elles.

Les pénalités sont applicables de plein droit sans mise en demeure préalable et ne représentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles, notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application des pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités. L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle, et notamment de faire résilier tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas de cotraitants (groupement solidaire ou conjoint), les pénalités sont, sauf stipulation différente mentionnée comme telle dans la proposition, notifiées au mandataire à qui il appartient de les répartir éventuellement entre les cotraitants et qui demeure responsable de leur paiement.

Le recouvrement des montants cumulés des pénalités s'opère par un décompte fait sur tout montant dû au titulaire réglé à terme échu par le pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur peut également recouvrer les pénalités, le cas échéant, par l'émission d'un titre de recettes.

Article 4.6 : Réfactions

Le montant de la réfaction (qui consiste en une réduction du prix de la prestation) est évalué selon le taux de satisfaction. Ce taux est évalué selon les critères qualitatifs énumérés dans le CCTP. Il s'appliquera sur l'ensemble des prestations concernées par un bon de commande.

Lorsque les prestations auront été jugées défectueuses ou partielles, une réfaction pourra être appliquée sur le prix.

La procédure ci-après sera mise en action :

- Information au titulaire de l'accord-cadre ;
- Contrôle qualitatif contradictoire de la prestation (vérification de la conformité de la prestation avec les spécifications de l'accord-cadre) ;
- Demande au titulaire de présenter ses observations ;
- Décision expresse de réfaction par la personne publique ;
- Notification de la décision de réfaction au titulaire.

Les réfactions seront les suivantes :

Taux de satisfaction	Réfaction
De 70 à 100 %	Acceptation de la prestation
De 50 à 69,9 %	40 % du montant du bon de commande
De 40 à 49,9 %	50 % du montant du bon de commande
De 30 à 39,9 %	60 % du montant du bon de commande
Inférieur à 29,9 %	80 % du montant du bon de commande

ARTICLE 5 – MONTANT DE L'ACCORD-CADRE – CONTENU DES PRIX – VARIATION DES PRIX – TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Article 5.1 : Montant de l'accord-cadre

Le titulaire sera rémunéré par le pouvoir adjudicateur par application des prix unitaires stipulés dans le bordereau des prix unitaires, aux quantités de prestations réellement exécutées par le titulaire. Le montant maximum de l'accord-cadre est stipulé à l'article 3.1 de l'acte d'engagement.

Article 5.2 : Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, notamment :

- la participation aux réunions et visites,
- les frais de rédaction, de reprographie et de diffusion de tous les documents à la charge du titulaire,
- les frais afférents aux assurances,
- Les frais de main d'œuvre,
- les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement du personnel du titulaire,
- les frais de secrétariat et d'établissement des mémoires, factures, devis, etc.,
- les matériels, fournitures et logiciels nécessaires à l'exercice de ses prestations,
- Les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/PI, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix de l'accord-cadre:

- En cas de cotraitance, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Les prix de l'accord-cadre incluent la rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle, correspondant à 10% du prix de l'accord-cadre, hors taxe.

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

L'ensemble des prix de l'accord-cadre conclu sur son fondement sont réputés comprendre toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement complet des prestations.

Le titulaire est réputé avoir pris pleine connaissance des documents du dossier de consultation des opérateurs économiques, s'être assuré que les informations sont exactes, suffisantes et concordantes et s'être entouré de tous renseignements complémentaires auprès du pouvoir adjudicateur. Il ne pourra prétendre à ce titre à aucune rémunération supplémentaire.

Article 5.3 : Variation des prix

Les offres sont établies sur la base des conditions économiques en vigueur au mois correspondant au mois de remise des offres de l'accord-cadre.

Les prix sont révisibles annuellement, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, pour les prestations à réaliser au cours de l'année suivante, par application de la formule suivante :

$$P=P0 \times (S /S0)$$

Dans laquelle :

P=prix révisé HT

P0= prix initial HT

S0=valeur de l'indice Syntec publiée par la fédération Syntec le mois de remise de l'offre tel que mentionné dans le règlement de consultation

S= valeur du même indice publiée à la date de révision.

Si l'indice de référence utilisé ci-dessus cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

Le titulaire envoie le calcul de la révision à la personne responsable de la conduite de l'accord-cadre. Le Représentant du pouvoir adjudicateur procédera à la vérification des calculs de révision.

Article 5.4 : Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

Les prix sont hors TVA. Le montant des paiements sera calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévue dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ou en cas de manquement de ce dernier ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Article 5.5 : Monnaie

La monnaie de comptes du présent accord-cadre est l'euro.

ARTICLE 6 – CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT

Sauf refus exprès mentionné dans l'acte d'engagement, le titulaire peut percevoir une avance.

Une avance de 5% peut être versée pour le marché ordinaire d'un montant supérieur à 50.000 euros hors taxes. Le montant de l'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant de la part forfaitaire de l'accord-cadre.

L'avance sera versée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du présent accord-cadre.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant toutes taxes comprises de la part forfaitaire. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises de la part forfaitaire.

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

Article 7.1 : Modalités de règlement du prix

Le règlement du prix s'effectue à la réception des prestations.

Article 7.2 : Demandes de paiement

La demande de paiement est établie, conformément à l'article 11.4 du CCAG/PI par le titulaire. Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement pour la période considérée.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG/PI, la demande de paiement est datée, numérotée et comporte, selon le cas :

- les références de l'accord-cadre ;
- le détail et le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre, hors

TVA et diminué des réfections le cas échéant ;

- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, le remboursement de l'avance ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

Article 7.3 : Règlements en cas de cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Article 7.4 : Règlements en cas de sous-traitance

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles L.2193-10 à L.2193-13 et R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

Article 7.5 : Présentation des demandes de paiement

Le titulaire transmet sa demande de paiement par voie dématérialisée via CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>), dans le respect des dispositions des articles L.2192-1 à L.2192-7 et D.2192-1 à D.2192-2 et R.2192-3 du code de la commande publique.

Les informations nécessaires au dépôt des demandes de paiement sont :

- Rubrique destinataire de la facture :

Le destinataire est-il l'État ? : non

Siret : 18009002900018

Raison sociale : Musée national de la Marine

Code service : COM

Libellé service : sans objet

- Rubrique références :

Numéro d'engagement : 25MCOM24

Numéro du marché : 25MCOM24

Article 7.6 : Délai de paiement – Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire

pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DES PARTIES

Article 8.1 : Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire toutes les informations qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation dans les meilleures conditions des prestations confiées dans le cadre du présent accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur s'engage également à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du présent accord-cadre.

Article 8.2 : Obligations du titulaire

8.2.1 : Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat au regard des missions qui lui sont confiées dans le cadre du présent accord-cadre. En cas de non-respect de cette obligation, le titulaire est réputé avoir commis une faute susceptible d'engager sa responsabilité contractuelle. Le titulaire supporte la charge de la preuve en cas de non atteinte des résultats attendus, sauf pour lui à démontrer la survenance d'un cas de force majeure l'ayant empêché de parvenir aux résultats escomptés.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels. De plus, les prestations doivent être conformes à la réglementation en vigueur et aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du présent accord-cadre, mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à agir avec toute la diligence souhaitable et à mettre en œuvre les moyens susceptibles d'éviter les surcoûts et les retards évitables qui pourraient découler de son intervention.

Dans ce cadre, le pouvoir adjudicateur attend notamment du titulaire :

- la réalisation des prestations dans les délais et conditions de qualité fixés ;
- un devoir de conseil et d'information ;
- l'affectation d'un personnel compétent ;
- l'utilisation de méthodes et d'outils adaptés à la réalisation des prestations.

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment demander le remplacement d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire, s'il le juge nécessaire. À ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant à

compétences équivalentes et d'en communiquer le nom et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'envoi de l'avis précité. À défaut de remplaçant ou si le remplaçant est récusé dans le délai d'un mois, le pouvoir adjudicateur pourra envisager la résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire conformément à l'article 32 du CCAG/PI.

8.2.2 : Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations fournies au pouvoir adjudicateur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

8.2.3 : Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

8.2.4 : Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur s'engagent réciproquement au respect des règles relatives aux obligations de confidentialité, dans les conditions définies par l'article 5 du CCAG/PI.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les informations transmises par le pouvoir adjudicateur pour la bonne exécution des prestations, objet du présent accord-cadre, à d'autres fins que celles définies par les pièces constitutives de l'accord-cadre.

Le titulaire et les membres de son équipe sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations et décisions dont ils auraient connaissance au cours de l'exécution de l'accord-cadre. Ils s'interdisent toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord exprès préalable du pouvoir adjudicateur. Le titulaire devra veiller à ce que l'ensemble des intervenants opérant sous leurs ordres respecte ces règles fondamentales.

Le non-respect de ces stipulations entraîne l'application des stipulations de l'article 14 du présent CCAP. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager la responsabilité pénale et civile du titulaire en cas de contrevenance à cette clause, même au-delà de l'exécution de l'accord-cadre.

8.2.5 : Restitution des supports ayant servi à réaliser la prestation

Le titulaire doit restituer au pouvoir adjudicateur, sur simple demande, les supports ayant servi à réaliser les prestations. À défaut d'une restitution dans le délai de quatre (4) jours calendaires suivant la demande, le titulaire encourt la pénalité prévue à l'article 4.4 du présent CCTP.

Cette restitution a lieu au plus tard à la date de la fin de l'accord-cadre, y compris en cas de résiliation du présent accord-cadre, qu'il y ait ou non faute du titulaire.

ARTICLE 9– UTILISATION DES RESULTATS

Article 9.1 : Dispositions générales

L'utilisation des résultats est régie par le CCAG/PI. Il est entendu que les résultats au sens de l'accord-cadre s'entendent des résultats tels que définis par l'article 32 du CCAG/PI et des prestations qui seraient inachevées, qu'elles aient ou non été payées par le pouvoir adjudicateur, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque le titulaire est un groupement de personnes.

Le titulaire s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par le pouvoir adjudicateur, de ses prestations inachevées, en ne divulguant pas lesdites prestations au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer au pouvoir adjudicateur, tous les travaux et ébauches de travaux réalisés en exécution de l'accord-cadre.

Article 9.2 : Régime des droits

Les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire sont définis au chapitre 6 du CCAG/PI.

Article 9.2.1 : Etendue des droits cédés

La présente cession comprend les droits de reproduction, de représentation et d'adaptation des résultats sur tous supports et par tous vecteurs, modes et procédés connus et inconnus à ce jour et notamment l'exploitation directe ou dérivée, adaptations et formats, par voie d'imprimerie, optique, magnétique, opto-chimique, électronique, électromagnétique, photonique, bionique, sur papier, film, cassette, vidéodisque, disque optique numérique (dont notamment CD, CD-ROM, DVD, DVD-Rom, HDVD, Blu-Ray), ou tout autre support actuel ou futur à des fins de reproduction, fabrication, location, vente, diffusion, télédiffusion ou projection en salle, usage privé et de tous droits qu'impliquent l'exercice des droits cédés.

Le droit de reproduction comprend encore le droit de reproduire et faire reproduire tout ou partie des résultats sur tous supports, actuels ou futurs, et notamment :

- le droit de fabriquer, reproduire, distribuer, diffuser les résultats et ce, sans réserve d'aucune sorte ;
- le droit de réaliser des prises de vue (photographiques et audiovisuelles) des résultats ;
- le droit de numériser les résultats, de les mettre en mémoire sur tout support, de moduler, compresser, décompresser ou utiliser tous les autres procédés techniques de même nature à l'égard des résultats numérisés/filmés/photographiés pour les besoins de leur stockage, leur transfert, leur traitement informatique, leur adaptation et/ou leur exploitation ;
- le droit de mettre en ligne les résultats (y compris filmés et/ou photographiés) sur tous les supports numériques du pouvoir adjudicateur et notamment sur sa plateforme You tube, ses sites internet, ses applications mobiles, les pages des réseaux sociaux gérées par le pouvoir adjudicateur tels que notamment Facebook, Instagram, Twitter et tous les réseaux sociaux qu'il anime ou animera étant entendu que les résultats sont alors soumis aux conditions générales d'utilisation desdits réseaux sociaux ce que le titulaire accepte expressément et sans réserve.
- le droit de modifier, reformater, d'extraire, d'incorporer les résultats, ou tout élément des résultats.

Le droit de représentation comprend notamment la communication au public des résultats (y compris filmés et/ou photographiés) par tous procédés et moyens connus et inconnus à ce jour, notamment par voie de présentation et projection publiques, diffusion par tous procédés, notamment papier, numérique (télédiffusion par voie hertzienne (numérique ou analogique, cryptée ou non, payante ou non) ou terrestre, satellite, fil, câble, télématique, intranet, extranet, Internet, WAP, ADSL, VOD, et plus généralement tout service électronique distant en ligne ou hertzien, etc.) et transmission et télétransmission dans un lieu public ou privé. Sont notamment compris les sites internet et applications mobiles du pouvoir adjudicateur, ainsi que les pages des réseaux sociaux gérées par le pouvoir adjudicateur tels que notamment Facebook, Instagram, Twitter et tous les réseaux sociaux qu'il anime ou animera étant entendu que les résultats sont alors soumis à leurs conditions générales d'utilisation ce que le titulaire accepte expressément et sans réserve.

Le droit d'adaptation comprend :

- le droit d'effectuer la reproduction, la représentation et la publication par fragments ou par extraits des résultats (y compris filmés et/ou photographiés), par les modes et procédés prévus aux paragraphes ci-dessus et ce y compris pour la publicité et la promotion ;
- le droit d'assembler et d'intégrer les résultats, ou tout élément les composant pris isolément, dans toute autre œuvre (notamment photographie ou audiovisuelle), élément, produits dérivés ou document, et ce par tout moyen et selon tout procédé technique ou artistique ;

- le droit de réduire ou d'agrandir les résultats (y compris filmés et/ou photographiés), ou tout élément les composant ou s'y intégrant pris isolément afin de les adapter au support sur lequel ils sont reproduits et représentés ;

-le droit de modifier, faire évoluer, et décliner les résultats, ou tout élément les composant ou s'y intégrant pris isolément, notamment sous toute forme, couleur, proportion, figuration, scénographie ;

- le droit d'éditer tout service électronique, reproduisant représentant ou incorporant les résultats (y compris filmés et/ou photographiés), ou tout élément les composant ou s'y intégrant pris isolément (y compris les réseaux sociaux du pouvoir adjudicateur qu'il anime et animera) ;

- le droit de produire, fabriquer, réaliser, développer, assembler directement ou indirectement, selon toute modalité technique les résultats, ou tout élément les composant ou s'y intégrant pris isolément sur tout produit et matériel destiné à la vente, la location, la distribution et plus généralement destiné à toute exploitation commerciale ou non commerciale.

Plus généralement, le droit d'adaptation comprend également le droit d'adapter tout ou partie des résultats, les faire évoluer en les déclinant, les modifier pour un usage, une finalité ou un contrat particulier, sous quelque forme que ce soit.

D'une manière générale, les droits comprennent tous droits ci-dessus visés et tous autres droits dérivés consistant à utiliser la reproduction ou la représentation des résultats ou de leur exploitation par prêt, location et autre mise à disposition à distance ou non, ou à adapter, reproduire et représenter tout ou partie des résultats pour donner forme ou ornement à tout objet ou service, et plus généralement tous droits qu'impliquerait l'exercice plein et entier des droits objets de la présente cession.

Article 9.2.2 : Exploitations

A titre purement illustratif, et sans que cela ne puisse s'interpréter ou constituer une limitation expresse ou tacite des droits cédés définis ci-dessus, il est entendu que les résultats pourront être exploitées d'une part, pour les besoins de l'accord-cadre conclus sur son fondement, et d'autre part :

- aux fins de toutes actions, à titre commercial ou non, de promotion, de publicité, de communication et/ou d'information, interne et institutionnelle comme externe. Comme énoncé ci-avant, le pouvoir adjudicateur mène notamment des actions de promotion sur les réseaux sociaux de type Facebook, Twitter ou Instagram. Ainsi, dans le cas où les résultats (y compris filmés et/ ou photographiés) sont diffusés sur ces réseaux sociaux (ou tout autre que le pouvoir adjudicateur anime ou animera) ils sont soumis aux conditions générales d'utilisation desdits réseaux sans que le pouvoir adjudicateur ne puisse en restreindre l'usage ;

- aux fins de réalisation de produits photographiques et audiovisuels destinés à la promotion/la communication et/ou l'information mais également à des fins culturelles, scientifiques et pédagogiques ;

- aux fins de la production, réalisation, commercialisation, promotion et distribution de tous types de produits et services culturels/pédagogiques développés tant par le pouvoir adjudicateur ;

aux fins d'archivage, ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des résultats, par le pouvoir adjudicateur et leur consultation gratuite, sur place, par le public ;

-aux fins de représentation et de reproduction, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des résultats, dans le cadre d'expositions, conférences, colloques, séminaires, projections, formations, cours ou ateliers, pouvant faire l'objet de captation, tenus au sein des locaux du pouvoir adjudicateur ou à l'extérieur, et notamment ausein d'auditoriums, salles d'exposition ou espaces de bureaux;

-aux fins de publication, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des résultats sur les bases de données et les sites intranet et internet édités par le pouvoir adjudicateur, à accès gratuit ou payant;

-aux fins de publication, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des résultats dans le cadre d'applications mobiles gratuites ou payantes;

-aux fins de représentation et de reproduction sur tout support de tout ou partie des résultats (notamment électronique, informatique, numérique, télématique ou encore papier) destiné à être diffusé en vue du développement des publics du pouvoir adjudicateur;

-la reproduction et la représentation, ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des résultats, notamment dans l'enceinte et autour des locaux du pouvoir adjudicateur, sur tous

supports d’affichage mural, publicitaire ou autre, et dans tous formats, aux fins d’information du public et de promotion des activités du pouvoir adjudicateur;

- plus généralement aux fins de la réalisation des missions statutaires du pouvoir adjudicateur. Ce dernier pourra notamment transmettre les résultats aux organes de presse pour la promotion de ses activités.

Article 9.2.3 : Qualité de cessionnaire du pouvoir adjudicateur

En conséquence de la présente cession, le pouvoir adjudicateur acquiert la qualité de cessionnaire pour utiliser et exploiter les résultats qui en sont l’objet dans les conditions énoncées ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de céder ou de concéder à tout tiers de son choix tout ou partie des droits et des obligations de la présente cession à titre exclusif ou non. Cette cession éventuelle des droits par le pouvoir adjudicateur, quels qu’en soient les motifs et les modalités, ne pourra donner lieu à aucune indemnité au profit du titulaire. Le pouvoir adjudicateur se réserve notamment le droit d’user des rendus, objets de l’accord-cadre, dans le cadre de nouvelles consultations et de les mettre à disposition de nouveaux prestataires.

Le pouvoir adjudicateur aura le droit d’engager, à ses risques et périls, toutes les poursuites judiciaires ou voies d’exécution nécessaires à la protection des droits qui lui sont cédés notamment en contrefaçon, concurrence déloyale, parasitisme ou tout autre fait délictuel ou préjudiciable aux droits ou à l’image du pouvoir adjudicateur.

Article 9.2.4 : Territoire et durée

Cette cession vaut pour le monde entier pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle telle qu’elle résulte des dispositions du code de la propriété intellectuelle et des conventions internationales ratifiées par la France, y compris les cas de prolongation éventuelle de cette durée.

Article 9.2.5 : Exclusivité

La cession de droits, objet du présent article, est accordée à titre exclusif par le titulaire au pouvoir adjudicateur. En vertu de cette exclusivité, le titulaire s’engage à n’utiliser en aucun cas, directement comme indirectement, les résultats, et à ne communiquer en aucune circonstance ses travaux réalisés dans le cadre de l’accord-cadre (y compris les travaux préparatoires et intermédiaires) à un tiers sans l’accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur.

Article 9.2.6 : Garanties

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur être seul titulaire des droits cédés au titre de l’accord-cadre, et pouvoir en conséquence les céder sans que le pouvoir adjudicateur ne soit jamais ni recherché ni inquiété à cet égard, pour quelque cause et sur quelque fondement juridique que ce soit et pour la durée et l’étendue géographique de la présente cession.

Le titulaire fait son affaire d’obtenir de toute personne ayant participé à la création des résultats, qu’elle soit ou non son salarié, son fournisseur ou son sous-traitant, la cession des droits de propriété intellectuelle.

Dans l’hypothèse où le titulaire est un groupement de personnes, le mandataire du groupement s’engage, en cas de recours à la sous-traitance pour pallier la défaillance d’un membre du groupement dans l’exécution de ses prestations, à faire son affaire d’obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans de l’accord-cadre, et lui permettant de rétrocéder ces droits au pouvoir adjudicateur à l’issue des prestations.

Le titulaire se porte garant à l'égard du pouvoir adjudicateur contre toute action en contrefaçon ou plagiat qui pourrait être engagée par tout titulaire de droit, pour la durée et l'étendue géographique de la présente cession.

Le titulaire déclare et garantit également au pouvoir adjudicateur qu'aucun élément des résultats ne saurait porter préjudice à une quelconque personne physique ou morale ou produit et marque que ce soit, notamment au titre du droit des dessins et modèles, du droit des marques, du droit de la concurrence déloyale et parasitaire, du droit des personnes sur leur image, le respect de leur vie privée, de leur honneur ou de leur réputation, et des propriétaires sur leurs biens.

Dans ce cadre, le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur avoir fait toutes les démarches auprès des sociétés de perception de droits compétentes de sorte que ce dernier n'aura aucun droit à leur verser au titre des droits présentement cédés.

Article 9.3 : Droit moral

Le pouvoir adjudicateur s'engage à respecter le droit moral du ou des auteurs des résultats conformément aux articles L.121-1 et suivants du code de propriété intellectuelle.

Article 9.4 : Résiliation

Nonobstant la résiliation, résolution ou annulation de l'accord-cadre, les droits patrimoniaux se rapportant aux résultats du titulaire demeureront acquis au pouvoir adjudicateur tant qu'il n'en sera pas décidé autrement, par une décision de justice définitive passée en force de chose jugée.

La résiliation, la résolution ou l'annulation de l'accord-cadre ne remettront pas en cause les droits acquis par des tiers antérieurement, sous la réserve que ces tiers respectent les conditions de la présente cession.

Article 9.5 : Eléments confiés au titulaire

Le titulaire n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle d'aucune sorte, du fait de l'exécution des résultats sur les éléments réalisés par le pouvoir adjudicateur ainsi que sur les éléments réalisés par des tiers et confiés au titulaire en vue de la réalisation des résultats.

Les parties déclarent expressément que les dispositions du présent article demeureront en vigueur après la cessation de l'accord-cadre, pour quelque cause que ce soit et notamment en cas de résiliation, qu'il y ait ou non faute du titulaire.

Ainsi, le titulaire restituera au pouvoir adjudicateur, sur simple demande, tous supports ou créations ayant servi à réaliser les résultats. A défaut d'une restitution dans le délai de sept (7) jours ouvrés suivant la demande, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 4.5 du présent CCAP.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, qu'il y ait ou non faute du titulaire, cette restitution a lieu au plus tard à la date de prise d'effet de la décision de résiliation.

Article 9.6 : Litige

Tout différend né entre les parties dans la conclusion, l'interprétation, la validité et/ou l'exécution du présent article sera, à défaut de résolution amiable, soumis par la partie la plus diligente, au tribunal compétent.

ARTICLE 10 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Les prestations doivent être fournies en conformité avec la législation française et les règlements européens, les normes en vigueur au moment de leurs exécutions.

Le musée national de la Marine, en qualité de responsable de traitement, et le titulaire, en qualité de sous-traitant au sens de la réglementation sur les données à caractère personnel, sont convenues des clauses contractuelles suivantes afin d'offrir des garanties adéquates concernant la protection de la vie privée et des libertés et droits fondamentaux des personnes conformément aux textes en vigueur.

Le titulaire doit notamment respecter la Loi informatique et libertés (Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), et le règlement n° 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données des personnes physiques et à la libre circulation de ces données, dit le Règlement Général sur la Protection des Données (« RGPD »).

Ainsi, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires en tant que responsable du respect des obligations découlant des textes susvisés, notamment celles de tenir un registre et de désigner un Délégué à la Protection des Données (DPD), s'il y a lieu (article 37 du règlement n° 2016/679).

Le titulaire ne traite les données à caractère personnel que sur instruction du pouvoir adjudicateur, y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel le sous-traitant est soumis ; dans ce cas, le titulaire informe le pouvoir adjudicateur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'engagent conjointement à respecter l'obligation de confidentialité et de sécurité. Les données à caractère personnel sont strictement couvertes par le secret professionnel (art. 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution de la prestation.

À ce titre, le titulaire s'engage donc notamment à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne faire aucune copie des documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel qui lui sont confiées ou qu'il collecterait, autrement que dans le strict cadre de l'exécution de l'accord-cadre;
- ne pas utiliser les documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel à des fins autres que celles spécifiées à l'accord-cadre;
- ne pas divulguer les informations à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, autrement que dans le strict cadre de l'exécution de l'accord-cadre;
- limiter la conservation des données collectées à la durée d'exécution de l'accord-cadre sauf dispositions légale, réglementaire ou toute autre prérogative qu'il conviendra de communiquer au Pouvoir Adjudicateur lors de la notification de l'accord-cadre. Au terme de celui-ci, le titulaire renvoie au Pouvoir Adjudicateur toutes les données à caractère personnel qu'il détient et détruit les copies existantes, telles que les données d'identification, les données personnelles des intervenants (contacts, nom, prénom, coordonnées directes, RIB).
- prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des

fichiers informatiques relatifs aux informations à caractère personnel en cours d'exécution des présentes ;

- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des informations à caractère personnel traitées pendant la durée de l'accord-cadre.
- Veiller à notifier au pouvoir adjudicateur, toute violation de données à caractère personnel dans un **délai maximum de 48h** après en avoir pris connaissance.

Cette notification doit comporter à minima les éléments précisés à l'article 33-3 du RGPD. S'il y a lieu d'en informer les personnes concernées, le titulaire s'engage à élaborer un communiqué au nom du pouvoir Adjudicateur qui sera chargé de sa diffusion.

Le titulaire s'engage ainsi à apporter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement garantisse la protection des données à caractère personnel et un niveau de sécurité adapté au risque et ce conformément aux textes en vigueur.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement, dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données collectées dans le cadre et pour l'exécution de l'accord-cadre.

Il doit en informer le musée national de la Marine dès réception.

Le titulaire informe immédiatement le pouvoir adjudicateur si une instruction constitue une violation aux textes en vigueur relatif à la protection des données à caractère personnel ou s'il constate une violation des textes en cours d'exécution de la prestation.

Le musée national de la Marine se réserve le droit de solliciter le titulaire, durant toute la durée de l'accord-cadre, pour toute vérification qui lui paraîtrait utile à la vérification du bon respect de ses obligations au titre du RGPD.

ARTICLE 11– CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 11.1 : Opérations de vérification

Les opérations de vérification interviennent dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG/PI.

Par dérogation à l'article 26.5 du CCAG/PI, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

Par dérogation à l'article 26.5 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures de la vérification des prestations réalisées pour acceptation.

Article 11.2 : Réception

A l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce la réception, l'ajournement, la réfection avec réfaction ou le rejet dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG/PI.

Par dérogation aux articles 29.2.1 et 29.4 du CCAG/PI, en cas d'ajournement ou de rejet des prestations, le titulaire dispose des délais fixés par le pouvoir adjudicateur pour effectuer de nouvelles prestations.

ARTICLE 12 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Article 12.1 : Lutte contre le travail dissimulé

Dispositif de vigilance :

Conformément à l'article L.8222-1 du code du travail, ainsi que les dispositions prises pour leurs applications précisées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, le titulaire transmet tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français. Le titulaire s'engage à obtenir les mêmes déclarations de la part de son (ses) sous-traitant(s) éventuels.

Dispositif d'alerte :

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche. Le titulaire dispose d'un délai de deux (2) mois pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur. En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, sans indemnité aux frais et risques du titulaire.

Article 12.2 : Emplois de travailleurs étrangers

En application des articles L.8254-1, D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, si le titulaire a recours à l'emploi de travailleurs étrangers, il remet au pouvoir adjudicateur tous les six (6) mois la liste nominative des salariés étrangers employés. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche ; sa nationalité ; le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'attribution de l'accord-cadre à une entreprise étrangère détachant des salariés en France, il est rappelé que le titulaire se doit de respecter les dispositions prévues au code du travail relatives aux travailleurs détachés (articles L.1261-1 et suivants). Le titulaire doit notamment, préalablement au détachement, adresser à l'inspection du travail ainsi qu'au pouvoir adjudicateur une déclaration de détachement et doit désigner un représentant en France.

Le titulaire se doit de veiller à ce que chacun de ses sous-traitants étrangers respecte les mêmes obligations. De même, lorsqu'un cocontractant ou un sous-traitant fait appel à une société de travail temporaire étrangère, les mêmes obligations incombent à cette entreprise.

ARTICLE 13 – RESPONSABILITES-ASSURANCES

Article 13.1 : Responsabilités

Le titulaire sera entièrement responsable de la bonne exécution des prestations qui lui seront confiées.

Le titulaire fait son affaire des outils, matériels et logiciels lui appartenant ou appartenant à des tiers pour l'exécution des prestations.

Le personnel du titulaire reste en toutes circonstances sous son autorité hiérarchique et disciplinaire. A ce titre, le titulaire assume l'encadrement de son personnel. Il veille notamment à ce que ses salariés respectent

les prescriptions d'hygiène, de sécurité et de confidentialité en vigueur sur les sites sur lesquels ils sont amenés à intervenir. Le titulaire assure en sa qualité d'employeur, la gestion administrative, comptable et sociale de ses salariés. Les formations, stages, habilitations et, d'une manière générale, toutes dispositions nécessaires à la qualification de son personnel sont à la charge du titulaire. Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée du marché est entièrement pris en charge par le titulaire.

Le titulaire sera responsable des dommages de toute nature que son personnel aura occasionné aux biens qui leur sont ou non confiés, au personnel du pouvoir adjudicateur ou à toute autre personne présente sur les sites.

Article 13.2 : Assurances

Le titulaire doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation dans les conditions fixées par le règlement de la consultation, ou de la notification de l'accord-cadre dans les conditions de l'article 9.2 du CCAG/PI, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants éventuels, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés au tiers, y compris au pouvoir adjudicateur du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité éventuelle. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée de l'accord-cadre et le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande. En cours d'exécution de l'accord-cadre, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes des polices, le titulaire s'engage à en informer le pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la nouvelle attestation d'assurance.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses sous-traitants éventuels la justification de la souscription des assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

ARTICLE 14 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

En cas de résiliation de l'accord-cadre, il sera fait, le cas échéant, application des articles 29 à 36 inclus du CCAG/PI avec les précisions suivantes :

Article 14.1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 33 du CCAG/PI, et par dérogation à cet article, aucune indemnisation forfaitaire ne sera versée au titulaire. Cette résiliation pour motif d'intérêt général sans indemnisation forfaitaire ne fait toutefois pas obstacle à la mise en œuvre de l'éventuelle indemnité liée aux frais et investissements telle que définie à l'article 33.2 du CCAG/PI.

Article 14.2 : Résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 32 et 36 du CCAG/PI avec les précisions suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 36 du CCAG/PI. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 34.5 du CCAG/PI, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux (2) mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- Il est précisé que l'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et suivants du code de la commande publique entraîne, par décision du pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable, la résiliation de l'accord-cadre sans indemnité et aux frais et risques du titulaire, ce de manière expresse, par lettre recommandée avec accusé de réception.
- En cas de non-respect par le titulaire des obligations visées à l'article 8 ci-avant, et après mise en demeure restée sans effet, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée au titulaire et assortie d'un délai.
- Le pouvoir adjudicateur pourra résilier unilatéralement l'accord-cadre pour faute du titulaire, à ses frais et risques, en cas de manquements aux stipulations contractuelles sur le traitement des données personnelles. Par ailleurs, en cas de non-respect du RGPD, le pouvoir adjudicateur et le titulaire encourront chacun au titre de leur manquement respectif une amende administrative, étant précisé qu'ils seront solidairement responsables du dommage causé par le traitement vis-à-vis de la personne concernée.
- Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché après résiliation (notamment les frais de publicité), seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 15 – LITIGES

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

Tout différend, litige ou autre contestation lié à la conclusion, l'interprétation, la validité et/ou l'exécution du présent accord-cadre, y compris leurs suites et leurs conséquences, sera porté devant le tribunal compétent du ressort du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 37.3 du CCAG/PI, le délai de réponse à compter de la réception du mémoire de réclamation au-delà duquel le titulaire se voit opposer une décision de rejet tacite est de trois (3) mois.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

ARTICLE 16 – CLAUSES DE REEXAMEN

Par application des dispositions des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du code de la commande publique, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

Article 16.1 : Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,

- cession de contrat,
- liquidation judiciaire,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles et techniques, économiques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire lors de l'attribution de l'accord-cadre. A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles à l'accord-cadre.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement ;
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut :

- dans le cas du groupement solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :
- soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;

Article 16.2 : Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, par dérogation à l'article 3.5 du CCAG/PI.